

## INSTRUCTION

N° 03-031-M21 du 12 mai 2003

NOR : BUD R 03 00031 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

ETABLISSEMENTS HÉBERGEANT DES PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES (EHPAD)

### ANALYSE

Précisions sur l'emploi de la lettre mnémotechnique E et ses conséquences  
en matière budgétaire et comptable

Date d'application : 12/05/2003

### MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE SANTÉ ;  
ÉTABLISSEMENT MEDICO-SOCIAL ; PERSONNE ÂGÉE ; BUDGET ; COMPTABILITÉ ; BUDGET ANNEXE

### DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 99-100-M2 du 30 septembre 1999 - Instruction n° 99-135-M21 du 31 décembre 1999

Instruction n° 00-098-M21 du 18 décembre 2000 - Instruction n° 01-028-M2 du 7 mars 2001

Instruction n° 01-054-M2 du 19 juin 2001 - Instruction n° 01-107-M21 du 20 novembre 2001

### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TGAP	TPG	RF	T	DOM	TOM						

### DIFFUSION

GT 14

*DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*6<sup>ème</sup> Sous-direction - Bureau 6B*

## SOMMAIRE

<b>1. CONDITIONS JURIDIQUES DE LA CRÉATION D'UN BUDGET ANNEXE " EHPAD ".....</b>	<b>3</b>
1.1. La signature de la convention tripartite constitue le point de départ de la création du budget " EHPAD " .....	3
1.2. Possibilité de regrouper les budgets annexes B, J et K en un seul budget annexe E .....	4
1.3. Date de mise en œuvre de la convention tripartite et de creation du budget annexe E.....	5
<b>2. PRÉCISIONS BUDGÉTAIRES ET COMPTABLES.....</b>	<b>5</b>
2.1. Précisions budgétaires .....	5
2.2. Précisions comptables .....	6
2.2.1. Affectation des résultats .....	6
2.2.2. Rattachement des charges et des produits à l'exercice.....	6
2.2.3. Annulation des titres et des mandats .....	6
2.3. Récapitulatif .....	7

La présente instruction a pour objet, d'une part, de rappeler aux comptables les conditions juridiques de création des budgets annexes "établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes (EHPAD)", suivis sous la lettre mnémotechnique "E", dans les établissements publics de santé et d'autre part, d'apporter des précisions complémentaires relatives à la mise en place de ces budgets sur le plan budgétaire et comptable.

## 1. CONDITIONS JURIDIQUES DE LA CRÉATION D'UN BUDGET ANNEXE " EHPAD "

### 1.1. LA SIGNATURE DE LA CONVENTION TRIPARTITE CONSTITUE LE POINT DE DÉPART DE LA CRÉATION DU BUDGET " EHPAD "

Les établissements publics de santé gèrent des établissements hébergeant des personnes âgées (EHPA) dans le cadre de budgets annexes : des maisons de retraite suivies sous la lettre J, des unités de soins de longue durée (USLD) suivies sous la lettre B et de manière résiduelle des hospices suivies sous la lettre K.

Le I de l'article L.313-12 du code de l'action sociale et des familles dispose que : *"Les établissements assurant l'hébergement des personnes âgées mentionnées au 6° du I de l'article L.312-1 du présent code et les établissements de santé dispensant des soins de longue durée visés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique qui accueillent un nombre de personnes âgées dépendantes dans une proportion supérieure à un seuil fixé par décret ne peuvent accueillir des personnes âgées remplissant les conditions de perte d'autonomie mentionnées à l'article L.232-2 que s'ils ont passé avant le 31 décembre 2005, ou avant le 31 décembre 2006 pour les établissements mentionnés à l'article L.633-1 du code de la construction et de l'habitation une convention pluriannuelle avec le président du conseil général et l'autorité compétente de l'Etat, qui respecte le cahier des charges établi par arrêté ministériel, après avis des organismes nationaux d'assurance maladie et des représentants des présidents de conseils généraux".*

Cette convention pluriannuelle dite " convention tripartite " a pour objet de définir les conditions de fonctionnement de l'établissement, tant au plan financier qu'à celui de la qualité de la prise en charge des personnes et des soins qui sont prodigués à ces dernières. Elle précise les objectifs d'évolution de l'établissement et les modalités de son évaluation. Elle entraîne la qualification "d'établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes (EHPAD)".

Les décrets n° 99-316 et n°99-317 modifiés du 26 avril 1999 ont déterminé les modalités financières, budgétaires et comptables qu'implique pour un établissement la signature de cette convention tripartite.

Ainsi, sur le plan financier, la signature de la convention tripartite consacre le passage d'une *tarification* dite " *provisoire* " (prix de journée hébergement, tarif dépendance et forfait global annuel de soins) prévue par l'article 5 de la loi n°2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie, à une *tarification* dite " *ternaire* " (tarif hébergement, tarif dépendance et tarif soins).

La circulaire interministérielle DHOS/F4/DGCP/6B n°585 du 4 décembre 2000 prévoit que *" le budget des structures ayant passé la convention tripartite prévue à l'article 5-1 de la loi n°75-535 du 30 juin 1975 (aujourd'hui article L.313-12) sera désormais codifié par une lettre mnémotechnique E "* afin d'identifier les budgets annexes EHPAD (cf. instruction n°00-098-M21 du 18 décembre 2000).

Il résulte de l'ensemble de ces éléments et plus particulièrement de l'article 54<sup>1</sup> du décret n°99-317 modifié que *la signature de la convention tripartite constitue le point de départ de la mise en place de la tarification ternaire et par voie de conséquence de la création du budget EHPAD*. A défaut de convention tripartite, la tarification ternaire ne s'applique pas et les résidents demeurent sous le régime tarifaire ancien (tarification " provisoire ") dans le cadre des budgets annexes existants (budgets B ou J ou K).

Dès lors, la signature de la convention tripartite constitue le critère de distinction unique au sein de la catégorie « établissement hébergeant des personnes âgées » :

	<b>Etablissements hébergeant des personnes âgées (EHPA) non signataires de la convention tripartite</b>	<b>Etablissements hébergeant des personnes âgées dépendantes (EHPAD)</b>
<b>Structures tarifaires</b>	Tarification <i>provisoire</i> : - tarifs journaliers afférents à l'hébergement ; - tarifs journaliers afférents à la dépendance ; - forfait global de soins.	Tarification <i>ternaire</i> : - tarifs journaliers afférents à l'hébergement ; - tarifs journaliers afférents à la dépendance ; - tarifs journaliers afférents aux soins.
<b>Références</b>	Article 5 de la loi n°2001-647 modifiée du 20 juillet 2001 (loi "APA")	Article L.313-12 du code de l'action sociale et des familles Article 1 <sup>er</sup> du décret n°99-316 modifié du 26 avril 1999
<b>Budgets</b>	Budget B " unité de soins de longue durée " Budget J " maison de retraite " Budget K " hospice "	Budget E " établissement hébergeant des personnes âgées dépendantes "

## 1.2. POSSIBILITÉ DE REGROUPER LES BUDGETS ANNEXES B, J ET K EN UN SEUL BUDGET ANNEXE E

Les établissements publics de santé passent une convention tripartite par service. Chaque budget annexe signataire devient un EHPAD. Dès lors, si l'établissement gère trois structures conventionnées, leur budget sera identifié par les lettres E1, E2 et E3.

<sup>1</sup> Article 54 : "Les dispositions du présent décret entrent en vigueur lors de la signature de la convention prévue à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles (aujourd'hui article L.313-12)".

Toutefois, dans la mesure où la séparation entre maisons de retraite et USLD coexistant souvent dans les mêmes bâtiments est souvent artificielle, la direction générale de l'action sociale (DGAS) et la direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins (DHOS) préconisent, dans le cadre de la signature de la convention tripartite, le regroupement dans un seul budget annexe des maisons de retraite, des USLD et des hospices voire le cas échéant, de tous les services accueillant des personnes âgées dépendantes (certains services suivis sous la lettre P accueillent parfois des personnes âgées dépendantes) au sein d'un même établissement public de santé. De ce fait, la gestion de ces services sera facilitée et permettra la signature d'une seule convention tripartite entraînant la création d'un unique budget annexe E.

### 1.3. DATE DE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION TRIPARTITE ET DE CREATION DU BUDGET ANNEXE E

L'article 32 du décret n°99-316 modifié dispose que les conventions tripartites entrent en vigueur à compter de l'exercice budgétaire qui suit la date de leur conclusion, sauf accord entre les parties signataires pour anticiper la date d'application précitée.

Dans cette dernière hypothèse, l'établissement met en place la tarification ternaire en début de mois (circulaire DGAS/5B/DHOS/F2/MARTHE du 29 mai 2001 diffusée par l'instruction n°02-023-M21 du 18 mars 2002), c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> du mois de la signature ou du mois courant.

**Exemple :** Soit une convention tripartite signée le 13 avril N. Plusieurs cas peuvent alors se présenter :

- la convention est mise en application au 1<sup>er</sup> janvier N+1 ;
- ou elle est mise en application le 1<sup>er</sup> du mois qui suit sa signature : le 1<sup>er</sup> mai N ;
- ou, conformément aux termes de l'instruction n°02-023-M21 du 18 mars 2002, elle peut être mise en application au 1<sup>er</sup> avril N à condition que le comptable ait été au préalable informé de cette anticipation et que les autorités de tarification s'engagent à fixer les nouveaux tarifs dès les jours qui suivent la signature de la convention.

## 2. PRÉCISIONS BUDGÉTAIRES ET COMPTABLES

Les règles en matière budgétaire et comptable applicables aux budgets annexes conventionnés regroupés au sein d'un unique budget annexe E ou toujours différenciés dans des budgets annexes E1, E2, E3... sont identiques.

### 2.1. PRÉCISIONS BUDGÉTAIRES

Sur la base de l'exemple précité (signature de la convention le 13 avril N) et dans le cas d'un établissement où ses budgets annexes B et J sont regroupés dans un seul budget annexe E, il convient de distinguer trois situations :

- *Mise en application le 1<sup>er</sup> du mois de signature de la convention* (soit le 1<sup>er</sup> avril N dans notre exemple)

Les budgets B et J cessent de fonctionner au 31 mars N. Le budget E est créé au 1<sup>er</sup> avril N.

Les budgets B et J sont modifiés par l'adoption de décisions modificatives qui consistent à réduire le montant des autorisations de recettes et de dépenses, prévues initialement pour un an, afin de les adapter pour une période qui va du 1<sup>er</sup> janvier N à la date de leur clôture (en l'espèce le 31 mars N).

Parallèlement, il convient d'ouvrir un nouveau budget E avec des autorisations de recettes et de dépenses couvrant la période située entre la date d'ouverture (en l'espèce le 1<sup>er</sup> avril N) et le 31 décembre N.

Les opérations à caractère annuel telles que les amortissements, la variation des stocks ou la prime de service sont réparties entre les différents budgets selon la règle du prorata temporis.

Les budgets B et J disparaissent des applications informatiques à l'issue de l'édition de leur compte de gestion définitif respectif en N+1.

- *Mise en application le 1<sup>er</sup> du mois qui suit le mois de signature de la convention* (soit le 1<sup>er</sup> mai N dans notre exemple)

Les modalités décrites ci-dessus sont intégralement transposables au cas présent.

- *Mise en application le 1<sup>er</sup> de l'année qui suit l'année de signature de la convention* (soit le 1<sup>er</sup> janvier N+1 dans notre exemple)

Les budgets B et J cessent de fonctionner au 31 décembre N et disparaissent des applications informatiques à l'issue de l'édition de leur compte de gestion définitif respectif en N+1. Le budget E est créé au 1<sup>er</sup> janvier N+1.

## 2.2. PRÉCISIONS COMPTABLES

### 2.2.1. Affectation des résultats

Dans le cas d'un regroupement en un seul budget E, les résultats des budgets B et J de l'exercice N sont repris dans la section hébergement du budget E en N+1.

Dans le cas d'un conventionnement par budget annexe, le résultat du budget B de l'exercice N est repris dans la section hébergement du budget E1 en N+1 et le résultat du budget J de l'exercice N dans la section hébergement du budget E2 en N+1.

### 2.2.2. Rattachement des charges et des produits à l'exercice

Dans le mesure où les résultats des budgets B et J sont incorporés dans le budget E, les charges et les produits rattachés à l'exercice N dans les budgets B et J font l'objet respectivement de mandatements et d'émissions de titres dans le budget E sur l'exercice N+1 à l'issue de la journée complémentaire de l'exercice N.

Dans l'application HTR, le rattachement des charges et des produits donne lieu à une procédure particulière qui fait intervenir un mandat ou un titre de régularisation et non un mandat ou un titre d'annulation classique. Le mandat comme le titre de régularisation ne comporte pas de référence à une pièce initiale et est émargé pour ordre à la prise en charge. L'annulation n'étant pas rattachée à une pièce, le changement du code budget n'a pas d'impact.

Les comptables utilisant l'application CLARA doivent, après avoir saisi la pièce intéressée en reprise de balance d'entrée en N+1, utiliser l'option de prise en charge des budgets annexes des collectivités M21. La grille de saisie concernée a fait l'objet d'une modification par la maintenance 4.04 du 22 mars 2002.

### 2.2.3. Annulation des titres et des mandats

Dans la même logique, les annulations de titres et de mandats émis sur les budgets B et J sur exercice précédent (N) s'effectuent sur l'exercice N+1 dans le budget E à l'issue de la journée complémentaire de l'exercice N.

En pratique, le regroupement informatique a lieu après édition définitive des comptes de gestion de l'exercice N en N+1. L'annulation des titres et des mandats émis dans les budgets annexes B et J reste donc possible au titre d'une gestion tant que le code budget est présent dans les applications informatiques si le titre ou le mandat d'annulation comportent bien l'ancien code budget.

Ainsi, dans le cas d'un budget E créé au 1<sup>er</sup> mai N par regroupement des budgets B et J, il est possible, par exemple, pour l'ordonnateur d'émettre des titres d'annulation sur des titres émis sur les budgets B ou J jusqu'à la fin de la journée complémentaire de l'exercice N. Mais le titre d'annulation doit obligatoirement comporter la lettre B ou J.

### 2.3. RÉCAPITULATIF

En reprenant le même exemple (signature de la convention le 13 avril N) :

	<b>Regroupement Lettre E Au 01/05/N</b>	<b>Regroupement Lettre E Au 01/01/N+1</b>	<b>Conventionnement par budgets annexes (avec par exemple mise en application de la convention au 01/05/N)</b>
<b>01/01/N</b>			
<b>13/04/N</b>	Signature de la convention	Signature de la convention	Signature de la convention
<b>31/04/N</b>	Clôture budgets B et J		Clôture budgets B et J
<b>01/05/N</b>	Création budget E		Création budgets E1 et E2
<b>30/06/N</b>	Comptes de gestion N-1 : budgets B et J	Comptes de gestion N-1 : budgets B et J	Comptes de gestion N-1 : budgets B et J
<b>31/12/N</b>		Clôture budgets B et J	
<b>01/01/N+1</b>		Création budget E	
<b>30/06/N+1</b>	Comptes de gestion N : budgets B et J budget E	Comptes de gestion N : budgets B et J	Comptes de gestion N : budgets B et J budgets E1 et E2

Toute difficulté d'interprétation de la présente instruction pourra être portée à la connaissance de la direction générale sous le timbre du bureau 6B.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique  
LE SOUS-DIRECTEUR CHARGE DE LA 6<sup>ÈME</sup> SOUS-DIRECTION

OLLIVIER GLOUX